



Université du Québec  
à Trois-Rivières

**Mémoire  
déposé dans  
le cadre des  
Consultations  
prébudgétaires  
2023-2024**

13 février 2023

## Liminaire

Fondée en 1969, l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR) accueille annuellement environ 15 200 étudiantes et étudiants, dont plus de 2 000 en provenance de 80 pays. Présente sur quatre campus et dans cinq centres universitaires, l'Université offre plus de 370 programmes d'études répartis aux trois cycles d'études. Forte de 80 unités et chaires de recherche, le total de ses octrois s'élève à près de 40 M\$ et les travaux de ses chercheurs couvrent les axes suivants : environnement et transition énergétique ; innovations technologiques, sociales et culturelles ; savoirs fondamentaux et cliniques en santé humaine ; société et santé inclusives. L'Université compte sur une communauté de plus de 2 200 employés, dont 450 professeures et professeurs.

À l'occasion de la consultation en vue de l'élaboration du prochain budget provincial 2023-2024, l'UQTR recommande au gouvernement d'accorder une attention particulière aux quatre enjeux suivants :

- 1 Augmenter le financement des infrastructures d'enseignement et de recherche
- 2 Augmenter l'offre de logements abordables pour les populations étudiantes
- 3 Accroître les efforts en lien avec la francisation et l'intégration en région
- 4 Ajouter les secteurs de la culture, du loisir et du tourisme dans l'Opération main-d'œuvre

## 1. Augmenter le financement des infrastructures d'enseignement et de recherche

Plusieurs volets de la mission universitaire exigent que des sommes soient consenties pour le maintien et la construction d'infrastructures : le recours plus large au numérique en pédagogie, la transformation des lieux consacrés à la recherche où l'intersectorialité demande une configuration différente des espaces et l'accessibilité, autant pour les populations étudiantes qu'au profit de nos collectivités.

L'UQTR est confrontée à un passif d'entretien différé auquel s'ajoutent des besoins criants en matière d'espaces et d'infrastructures. De nombreux bâtiments et laboratoires ont été construits il y a plus de trente ans. Si l'évolution des normes et des standards exige une mise à jour périodique, voire constante, la façon dont se déploient les activités de recherche nécessite aussi des changements importants.

De plus, l'UQTR connaît l'une des plus fortes croissances de son financement en recherche en comparaison des universités de taille équivalente au Canada. Notre relève professorale affiche une performance impressionnante, mais les espaces pour accueillir leurs travaux sont soit inadéquats, soit inexistantes.

Il est donc impératif de prévoir des sommes au Plan québécois des infrastructures (PQI) et des programmes ciblés pour pouvoir rénover, moderniser nos campus, et construire des infrastructures nouvelles et à la fine pointe du savoir.

## 2. Augmenter l'offre de logements abordables pour les populations étudiantes

La crise du logement touche aussi les populations étudiantes et les campus universitaires. L'UQTR se déploie sur quatre campus : Trois-Rivières, Drummondville, L'Assomption et Québec. Ces quatre régions sont en situation de pénurie ou de rareté des logements abordables disponibles.

Au campus de Trois-Rivières, qui accueille annuellement plus de 2 000 étudiantes et étudiants internationaux, les semaines précédant la rentrée du trimestre d'automne prennent depuis trois ans des allures de course contre la montre, pour être en mesure de loger convenablement des nouvelles et nouveaux arrivants.

Le parc immobilier des résidences et appartements universitaires accuse un retard d'entretien et de nombreux bâtiments devraient être rénovés. Ces résidences et appartements sont au maximum de leur capacité ; de nouvelles unités doivent être construites, d'autant plus que des hausses démographiques sont à prévoir à moyen et long termes, d'autant plus si l'on prend en compte le projet de zone d'innovation de la Vallée de la transition énergétique.

La disponibilité de logements abordables est une condition de base à la participation et à la persévérance aux études universitaires. Il nous apparaît dans ce contexte absolument nécessaire de prévoir des sommes au PQI pour offrir du logement dédié à l'effectif étudiant, à proximité des campus.

## 3. Accroître les efforts en lien avec la francisation et l'intégration en région

Une maîtrise suffisante du français est primordiale pour réussir son intégration, en particulier en région. Depuis près de cinquante ans, l'École internationale de français (ÉIF) de l'UQTR assume la responsabilité d'évaluer les connaissances en français de nos étudiantes, étudiants et membres du personnel nouvellement arrivés et de les accompagner en francisation. L'ÉIF reçoit aussi chaque année des centaines d'apprenantes et apprenants de tous âges qui souhaitent s'initier à la langue du Molière.

Ce mandat d'accueil, d'évaluation et de formation, véritable levier d'intégration, gagnerait à être élargi à l'ensemble des personnes issues de l'immigration et qui choisissent de s'installer en plein cœur du Québec.

La situation régionale présente une tempête parfaite : un contexte de grande pénurie de main-d'œuvre et la désignation prochaine de la zone d'innovation de la Vallée de la transition énergétique qui s'étendra de Bécancour à Shawinigan en passant par Trois-Rivières. Selon le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, jusqu'à 10 000 emplois seront à pourvoir, et ce, uniquement à Bécancour. Il est évident qu'une main-d'œuvre étrangère sera nécessaire.

L'ÉIF est tout à fait disposée à faire sa part et appuyer les efforts du Québec en lien avec la francisation, étant entendu qu'il s'agit là d'une condition essentielle à la réussite de leur intégration et à leur participation citoyenne.

#### 4. Ajouter les secteurs de la culture, du loisir et du tourisme dans l'Opération main-d'œuvre

La pandémie de COVID-19 a forcé la mise à pied de personnel dans près de 60 % des entreprises et organismes des secteurs des arts, du spectacle et du loisir. Ce vaste secteur compte toujours plus de 60 000 postes à récupérer pour atteindre le niveau de mai 2019.

La reprise des activités se fait lentement, notamment en raison d'une importante pénurie de main-d'œuvre. La rareté des emplois a des impacts économiques importants : fermetures d'entreprises et d'organismes, baisses de services, ruptures de contrats, etc.

Les secteurs de la culture, du loisir et du tourisme font face à des défis d'une grande ampleur. Une valorisation des professions et expertises contribuerait sans doute à réduire les impacts délétères sur une industrie qui promeut le talent québécois, sa géographie, sa culture, son patrimoine.

L'une des solutions passe par la formation de personnes qualifiées qui disposent des compétences pour redynamiser un secteur aussi crucial du tissu économique et social du Québec.

C'est pourquoi l'UQTR et son département d'études en loisir, culture et tourisme souhaitent que les programmes et formations dans ce domaine soient intégrés à l'Opération main-d'œuvre et fassent l'objet de financement (bourses perspectives ou règles budgétaires spécifiques).

